

Francken veut 8.000 places, et craint l'afflux de réfugiés

► Le secrétaire d'Etat réclame - il a le feu vert du gouvernement - l'ouverture de 8.000 places supplémentaires pour les demandeurs d'asile.

► Sur l'accroissement des demandes d'asile : « Ce n'est pas tenable. »

L'opposition le disqualifie, et appelle le Premier ministre au moins à le rappeler à l'ordre après ses commentaires sur Twitter et à la VRT, mardi, à propos des réfugiés qui n'avaient pas rejoint le bâtiment III du WTC, mais Theo Francken ne se démonte pas. Il garde le soutien de Charles Michel. Le secrétaire

d'Etat à l'Asile et la Migration reste aux affaires. Continue de gérer la crise des réfugiés en première ligne. A preuve : en commission parlementaire jeudi (lire ci-dessous), il a annoncé son intention de réclamer l'ouverture de 8.000 places supplémentaires, ce vendredi, en conseil des ministres. 8.000 places (rappel : destinées aux candidats à l'asile dont le dossier est à l'examen, à distinguer du « préaccueil », à l'arrivée des réfugiés, par exemple le bâtiment III du WTC) qui s'ajouteront aux 10.256 nouvelles unités projetées déjà cet été par le gouvernement fédéral. Theo Francken a expliqué : « 1.708 réfugiés arrivés chez nous en mai, 2.289 en juillet, 4.681 en août... On pourrait atteindre le chiffre record de 5.500 demandeurs d'asile en septembre... » Il ponc-

tue, à deux faces : « Je remercie les communes, les CPAS, qui ont répondu à notre appel pour accueillir des réfugiés, c'est formidable, mais malgré cela, si le flux persiste, combien de places seront-elles nécessaires ? 4.500 chaque mois ? La Belgique traite autant de demandes d'asile chaque jour que le Portugal, la Slovaquie et d'autres ne le font en un mois... Ce n'est pas tenable. »

« On pourrait atteindre le chiffre record de 5.500 demandeurs d'asile en septembre... » THEO FRANCKEN

Son groupe parlementaire a appuyé jeudi en commission : pas question, en tout cas, de dépasser les 250 demandes traitées chaque jour par l'Office des étrangers.

Theo Francken ajoute : les coûts s'envolent. Si la tendance se poursuit, 600 millions d'euros seront nécessaires l'an prochain pour faire face, il faudra doubler, et davantage, le budget de Fedasil. En attendant, le secrétaire d'Etat, on l'a dit, sollicite le feu vert du gouvernement (acquis), ce vendredi, pour obtenir 8.000 places supplémentaires, ainsi que l'ouverture, a-t-il précisé, de nouveaux sites pour l'accueil : des unités fixes, des casernes, des bâtiments publics. Le conseil des ministres avisera. Sans oublier les « re-tours ». A ce sujet, Theo Francken signale qu'un grand nombre de « jeunes célibataires irakiens » figurent dans la dernière vague de réfugiés, dont les demandes d'asile sont sujettes à caution. ■

DAVID COPPI

Les politiques face aux migrants

La crise des migrants n'en finit pas de susciter de mini-crisis collatérales qui reflètent la division des politiques face au règlement d'un problème longtemps négligé. Ces divisions s'accroissent tant au niveau national qu'euro-péen.

la journée La com de la suédoise pour éteindre la polémique Francken

Le gouvernement fédéral a entrepris jeudi une vaste entreprise de communication. Objectif : rassurer la population sur la prise en charge de l'afflux de réfugiés par le gouvernement, répondre aux critiques de l'opposition, dont les mandataires et activistes n'ont eu cesse de faire feu cette semaine. Et enfin - et surtout - tenter d'éteindre la polémique autour des propos de Theo Francken qui, mercredi, devant le flop de l'ouverture d'un bâtiment fédéral aux réfugiés, avait notamment déclaré : « Qu'est-ce que je peux faire de plus ? Je ne vais quand même pas leur offrir l'hôtel. »

7h20

Didier Reynders : « Theo Francken a commis une maladresse. »

A l'aube, le *Soir* publie sur son site la première prise de distance officielle du MR vis-à-vis des propos de Theo Francken. Le ministre des Affaires étrangères, et vice-Premier libéral, Didier Reynders, parle de « maladresse » du secrétaire d'Etat à l'asile de la Migration. Mi-condamnation, mi-pas-sage au bleu, le terme a été pensé, pesé, au sein de la coalition. La stratégie aussi : Didier Reynders prépare le terrain pour les autres sorties médiatiques prévues dans la journée.

7h46

Didier Reynders : « Theo Francken a choqué beaucoup de monde. Quand on est en charge d'une compétence, il y a des choses qu'on

ne fait pas. »

Le ministre des Affaires étrangères explicite son propos sur Martin Première (RTBF). Comme attendu, le terme *maladresse* sort. Avec une demi-condamnation. « Il y a eu maladresse sur la façon de s'expliquer, c'est évident. Cela a choqué pas mal de monde et cela veut dire surtout que quand on est en charge d'une compétence, il y a des choses qu'on ne fait pas, comme s'exprimer de cette façon et surtout aussi rapidement sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas la meilleure façon de travailler pour des responsables politiques. » Mais aussi un demi-passage au bleu : « Theo Francken s'est démené comme un beau diable pour répondre à la demande d'accueil. Sur le fond, il a une bonne manière de traiter le dossier. »

7h49

L'opposition PS : « Reynders sous-estime le problème Francken. »

L'opposition ouvre le feu dans la minute : un premier tweet part à chaud. Il est signé Yves Goldstein, chef de cabinet du ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale : « Didier Reynders ne mesure pas la gestion catastrophique de son collègue Theo Francken. »

7h50

Theo Francken : « Mon propos était sec, mais je n'ai pas changé d'avis. »

L'exécution du plan de communication se poursuit : Theo Francken est en direct à la VRT pour

évoquer le sujet qui fâche. A nouveau, courbe (très légèrement) rentrante sur ses propos. « C'était formulé assez sèchement. » Tout en assumant. « En soi, je maintiens. Je ne voulais pas dire que je demande des excuses aux réfugiés, mais à des gens qui ont fait des déclarations très dures sur le fait que rien n'était organisé, que les gens devaient dormir dehors. »

10h24

Jean-Marc Nolle : « PAS NORMAL que Charles Michel ne vienne pas à la Chambre. »

Il se confirme que le Premier ministre ne sera pas présent à la Chambre jeudi, pour, espère l'opposition, condamner les propos de son secrétaire d'Etat. Jean-Marc Nolle se fend d'un tweet rageur : « Ce n'est PAS NORMAL alors que son gouvernement se déchire. »

12h46

Benoît Lutgen : « Je m'étonne que Theo Francken soit toujours en place. »

L'opposition continue son feu nourri. Cette fois, c'est le président du CDH, Benoît Lutgen, qui tire. Un communiqué tombe, suggérant lourdement la démission de Theo Francken. « A l'heure où certains réclament la démission de Theo Francken, le CDH s'étonne qu'il soit toujours en place. »

12h56

Wouter Beke : « Pas de sous-statut

pour les réfugiés. »

Dix minutes plus tard seulement, c'est le CD&V qui envoie son communiqué. Le président des démocrates-chrétiens flamands, Wouter Beke, justifie pleinement l'action du gouvernement. Mais se distancie sans le nommer des propos de Bart De Wever, qui demandait un sous-statut social pour les réfugiés. « *Le CD&V ne veut pas de statut social à part pour les réfugiés reconnus. »*

14h30

Theo Francken : « *Je vais demander 8.000 places supplémentaires. »*

Très attendu, Theo Francken fait face à la commission mixte Chambre-Sénat. A ses côtés, Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères, réaffirme les engagements européens de la Belgique en matière d'Asile et de Migration. Le secrétaire d'Etat (N-VA) compétent ne le dément pas.

Il annonce : « *En conseil des ministres ce vendredi, je demanderai l'ouverture de 8.000 places supplémentaires, ainsi que l'ouverture de nouveaux sites. »* Le même précise cependant : « *La Belgique traite autant de demandes d'asile chaque jour que le Portugal ou encore la Slovaquie en un mois ! Ce n'est pas tenable. Ce n'est plus tenable. 4.621 réfugiés chez nous en août... On peut s'attendre à 5.500 arrivées, un chiffre record... Les coûts s'envolent... »* Au Parlement européen, les élus N-VA ont voté contre le plan Jun-

cker de répartition des réfugiés. Et les députés nationalistes flamands l'ont répété en commission mixte jeudi : pas question d'aller au-delà des 250 dossiers traités quotidiennement par l'Office des étrangers. Ils motivent : « *De cette façon, les demandeurs d'asile savent à quoi s'attendre. Jadis, Wathelet et Courard, à la place de Francken au gouvernement, n'avaient pas eu ce courage. Notre gouvernement de centre-droit, sans les socialistes, a, lui, une ligne claire, sur les droits et les devoirs des personnes qui arrivent chez nous. »*

Les socialistes, précisément, ne laissent rien passer. Julie Fernandez cible les propos « *abjects, indignes* » de Theo Francken à l'égard des réfugiés qui n'avaient pas rejoint le bâtiment 3 du WTC. Karine Lalieux implore le gouvernement de garantir l'accueil devant l'Office des étrangers, alors que des centaines de réfugiés restent sous tente dans des conditions précaires. Mais y a-t-il la volonté politique en face ? C'est le procès fait à Francken par l'opposition en règle générale. Le FDF, le CDH, Ecolo, le SPA, tous l'incriminent. Que dit le Premier ministre ? Siegfried Bracke, président de la Chambre, s'engage à obtenir de Charles Michel qu'il vienne s'expliquer devant les parlementaires « *le plus vite possible* ».

20h04.

Charles Michel : « *Theo Francken a commis une faute de communication. »*

Didier Reynders avait préparé le terrain, Charles Michel enfonce le clou. Il va un pas plus loin que son vice-Premier, réalisant un habile crescendo devant contribuer à éteindre la polémique. Il dépasse le mot *maladresse* pour lui préférer celui de *faute de communication*, répété à plusieurs reprises.

Mais il refuse bec et ongles d'aller un millimètre plus loin : « *Qu'est-ce qui vous permet de parler de dérapage ou de dire que la ligne rouge du racisme a été franchie ? »*, a lancé le Premier ministre à François de Brigode. Distinguant la forme (« *je n'aurais pas fait ce tweet* »), du fond (« *Monsieur Francken travaille bien et il a ma confiance* »), le Premier ministre a rappelé et chiffré les efforts de la Belgique, qui placent le pays, selon lui, dans les Etats les plus ouverts pour l'accueil des réfugiés.

0h01

Yvan Mayeur : « *C'est le résultat d'une politique xénophobe menée depuis Anvers ? »*

En soirée, nous apprenons par nos collègues du *Standaard* qu'Yvan Mayeur en remettait une couche dans les éditions du quotidien à paraître ce vendredi : « *Ce qui se passe, c'est la conséquence d'une politique xénophobe et d'ultra-droite menée depuis Anvers par Bart De Wever. Encore une fois : C'est le résultat d'une politique xénophobe et anti-bruxelloise. » ■*

DAVID COPPI
et BERNARD DEMONTY

Les nouvelles places d'accueil pour faire face à « l'exode »

Capacité structurelle 16.200 places

Il s'agit des places « normales », disponibles toute l'année dans le réseau d'accueil constitué d'une soixantaine de centres collectifs permanents mais aussi de logements individuels gérés par des ONG ou des CPAS. Depuis plusieurs années, la politique fédérale visait à supprimer des places d'accueil. Ainsi, fin 2012, on en comptait encore 24.000.

+ 2.000 places tampons entre août et novembre 2015

Même si on décide de fermer des places, on conserve une « marge ». Dans les centres collectifs, il suffit de faire passer une chambre de trois à cinq lits. Les frais de fonctionnement sont couverts par des subventions. Mais le personnel par contre a été licencié...

+ 2.500 places complémentaires à partir du 1^{er} septembre 2015

Il s'agit notamment d'utiliser des casernes militaires, qui sont propriétés de l'Etat et disposent d'une infrastructure de base adaptée. Certains centres existants vont aussi être étendus... tandis que d'autres qui venaient de fermer vont rouvrir, comme celui de Holsbeek.

+ 900 unités mobiles prolongées

Le 14 août dernier, le secrétaire d'Etat annonçait l'installation de 900 places dans des « unités mobiles » montées dans les centres Fedasil. Il s'agit en fait de tentes de l'armée placées temporairement dans les centres, pour y accueillir les réfugiés en attendant l'ouverture des casernes. Une mesure d'urgence temporaire.

+ 3.000 places d'accueil dans le réseau existant à partir du 1^{er} septembre 2015

Le gouvernement fait appel aux partenaires existants pour trouver de nouvelles places. A ce jour, ces 3.000 places contiennent les 1.600 places espérées dans les Initiatives Locales d'Accueil (ILLA), gérées par les CPAS. Il est déjà décidé aussi que la caserne de Elsenborn (Liège) sera réaménagée en centre d'accueil de 500 places, géré par Fedasil. Les 900 places restantes sont encore à trouver.

+ 1.600 places en accueil d'urgence à partir du 3 septembre 2015

Il s'agit de lits d'urgence fournis par des associations. Pour l'heure, 400 lits ont déjà été mis à disposition par Médecins sans frontières. Ils seront installés dans le hangar d'un ancien site militaire à Sijsele (Flandre occidentale). Pour les 1.200 lits restants, Fedasil cherche encore des sites avec ses partenaires.

+ 2.000 places par adjudication d'urgence à partir du 6 octobre 2015

L'adjudication d'urgence est une sorte d'appel d'offres autorisé par le Premier ministre pour disposer d'une capacité d'accueil supplémentaire exceptionnelle. Les « candidats » potentiels auront jusqu'à la fin de la semaine prochaine pour soumettre un dossier. Ces candidats peuvent être les partenaires « classiques » mais aussi des privés.

+ 8.000 places

Theo Francken souhaite ouvrir 8.000 places supplémentaires pour les demandeurs d'asile. Ces places s'ajouteraient aux 10.000 nouvelles unités projetées cet été par le fédéral (voir les chiffres ci-dessus, hors places tampons). La proposition devra être discutée au conseil des ministres de ce vendredi, il n'est pas possible de savoir à ce stade la date à partir de laquelle les places seront disponibles. Selon la porte-parole du secrétaire d'Etat, 3.000 places seront créées dans le secteur public et 5.000 dans le privé.

= 36.200 places

+ Contrat-cadre de 10.000 places à partir d'avril 2016

Ce contrat-cadre est aussi un appel d'offres, ouvert tant aux partenaires existants qu'au secteur privé. Ce qui inquiète l'associatif : « L'accueil des réfugiés est un métier, pas un marché », dit le Cîrê. L'objectif est d'atteindre 10.000 places disponibles à partir de mars 2016 « au plus tôt ».

quotas Pas d'accord en vue : l'Est cale obstinément

Au lendemain du discours sur l'état de l'Union prononcé par Jean-Claude Juncker, où le président de la Commission européenne a communiqué la proposition formelle faite aux Etats membres de se répartir non plus 40.000, mais 160.000 réfugiés potentiels, rien n'indiquait que les lignes avaient bougé. Les pays d'Europe centrale, les quatre du groupe de Visegrad, mais aussi la Roumanie, ont fait savoir, publiquement ou par les voies diplomatiques, qu'ils restaient catégoriquement opposés à la répartition obligatoire (les « quotas »).

« On ne se fait pas d'illusion : il n'y aura pas d'accord sur la répartition des réfugiés lundi prochain »

UNE SOURCE BIEN INFORMÉE

C'est le message que ces derniers ont fait passer au président de la Commission lors d'une rencontre jeudi entre celui-ci et le Coreper, qui rassemble les 28 représentants permanents auprès de l'UE. Selon une source européenne, les ambassadeurs auraient abondamment félicité M. Juncker sur son discours. Mais pour ce qui est des positions des « nouveaux » Etats membres sur la répartition, on est loin des compliments. « On ne se fait pas d'illusion : il n'y aura pas d'accord sur la répartition des réfugiés lundi prochain », confiait au *Soir* cette source bien informée, au sujet du conseil extraordinaire des ministres européens de l'Intérieur ou de l'Immigration qui se tiendra à Bruxelles sur le sujet.

Les récalcitrants, et surtout les quatre de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie et Ré-

publique tchèque), font l'objet d'un intense lobbying. Ce vendredi, leurs ministres des Affaires étrangères recevront à Prague le Luxembourgeois Jean Asselborn, qui assure actuellement la présidence semestrielle européenne, ainsi que l'Allemand Steinmeier.

Les leaders du Parlement européen ne restent pas inactifs. Alors que ce dernier a voté ce jeudi midi en plénière, à Strasbourg, une résolution soutenant toutes les initiatives de la Commission, notamment le mécanisme de répartition d'urgence et celui d'un mécanisme permanent, les trois chefs de groupe de la majorité ont adressé une lettre cosignée à chacun des chefs d'Etat ou de gouvernement des 28, leur demandant de soutenir les propositions de la Commission. Pas anodin : tous les chefs d'Etat ou de gouvernement (sauf le Britannique Cameron) appartiennent à l'une de ces trois grandes familles politiques.

Certains leaders ont joint le geste ou la parole à la lettre. Manfred Weber, le patron des eurodéputés PPE (conservateurs modérés), se rend aujourd'hui à Budapest rencontrer le Premier ministre Viktor Orban, membre de sa famille politique. Gianni Pittella, le patron du groupe S&D, a appelé jeudi les ministres de l'Intérieur tchèque et slovaque. (Mais les deux socialistes lui ont répété leur refus catégorique des quotas, selon un proche de Pittella.) Pas de contact direct, par contre, de Guy Verhofstadt, chef du groupe ADLE, auprès de « son » Premier ministre estonien Taavi Rõivas : « Ils se rencontrent régulièrement lors de réunions libérales », nous a expliqué son porte-parole. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

« Maman Merkel »

A la sortie d'un centre d'accueil de réfugiés, Ramadan Salah, le sourire aux lèvres, brandit fièrement son téléphone portable et le selfie qu'il a pu faire avec la chancelière allemande Angela Merkel : « C'est comme une mère pour nous ! » Cette passion pour la dirigeante conservatrice en particulier et l'Allemagne en général se retrouve sur de nombreuses lèvres de migrants qui ont traversé bras de mer, chemin de fer et frontières, souvent au péril de leur vie, pour

entrer en Allemagne. Des photos d'eux, portraits de Merkel autour du cou marchant à travers la Hongrie, ont fait le tour du monde. (afp)

Barack Obama veut accueillir 10.000 réfugiés syriens

Barack Obama souhaite que les Etats-Unis se préparent à accueillir 10.000 réfugiés syriens sur l'année à venir, a annoncé jeudi la Maison-Blanche, critiquée pour son manque de réactivité face à la crise migratoire déclenchée par le conflit en Syrie. (afp)